



**ACCÉLÉRER LES
RÉNOVATIONS : SE
CONCENTRER SUR LES
FACTEURS FACILITANTS,
L'ARGENT ET LES
TRAVAILLEURS**

SEÁN KELLY
Député Européen, PPE

Dans cet article pour *Confrontations Europe*, **Seán Kelly** présente un des aspects primordiaux de la neutralité carbone, l'efficacité énergétique des bâtiments, et comment en accélérer les rénovations.

“Pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050, il faut s'attaquer à l'efficacité énergétique du parc immobilier européen. Il est évident que sans améliorations significatives dans ce secteur, notre objectif global ne sera pas atteint. La récente crise énergétique a mis en évidence la vulnérabilité de l'Europe face aux hausses de prix soudaines, et il est clair que les prix du gaz resteront élevés même lorsque la crise se sera calmée.”

Cette "nouvelle normalité" affectera de manière disproportionnée les personnes vivant dans des bâtiments peu performants, leur imposant un fardeau plus lourd que celui des personnes vivant dans des structures à haute sobriété énergétique. Alors que d'autres secteurs se modernisent, les ménages subiront de plein fouet la flambée des prix de l'énergie. La hausse des coûts de l'énergie frappera dix fois plus durement les habitants des bâtiments les moins performants que ceux des bâtiments économes en énergie.

Il ne suffira pas d'augmenter les capacités de production des différentes énergies renouvelables pour atteindre nos objectifs climatiques d'ici 2030 et 2050. Nous devons donner la priorité à l'augmentation des rénovations et des mesures structurelles dans le secteur du bâtiment. Négliger les avantages des rénovations ne ferait que déplacer le fardeau de la réforme vers d'autres secteurs.

Au cœur de nos efforts se trouve la directive sur la performance énergétique des bâtiments (DPEB), le principal instrument juridique de l'UE pour traiter la question de l'utilisation de l'énergie dans l'environnement bâti. Bien qu'il s'agisse d'une législation européenne, sa mise en œuvre relève en dernier ressort des autorités locales et des municipalités dans la plupart des cas. Cependant, il est crucial que les autorités locales et les municipalités soient impliquées dans la mise en œuvre de la directive.

Si les arguments en faveur d'une accélération significative de la rénovation des bâtiments sont évidents d'un point de vue académique, les réalités pratiques qui se présentent aux propriétaires de bâtiments lorsqu'ils entament le processus de rénovation illustrent la difficulté de la tâche qui les attend.

Récemment, j'ai organisé une conférence de haut niveau et un salon professionnel à l'université de Limerick, dans le sud-ouest de l'Irlande, qui se sont concentrés sur les défis auxquels sont confrontés les ménages dans la rénovation de leurs maisons. J'ai été encouragé par l'intérêt et l'enthousiasme suscités, mais le bilan n'est pas entièrement positif, car de nombreuses personnes ont estimé que l'accès au financement, la disponibilité de travailleurs qualifiés et le coût global constituaient des obstacles majeurs.

Une rénovation profonde ponctuelle peut être le moyen le plus rentable de transformer un bâtiment, mais la réalité est que la plupart des gens n'ont pas accès au niveau de capital initial requis. Un ensemble de mécanismes financiers et de prêts innovants, y compris des micro-subsidies, doivent être mis à la disposition des propriétaires pour qu'ils puissent rénover leur logement. De plus en plus de personnes envisageront des rénovations, et cet investissement important doit être aussi attractif que possible.

Aucun des obstacles identifiés par les participants à la conférence n'est facile à surmonter et, en fin de compte, ils devront s'inscrire dans le cadre d'un effort concerté plus large visant à décarboner l'économie. La transition verte entraînera de nombreux changements dans nos économies et nos industries, et les États membres doivent s'assurer qu'ils sont bien positionnés pour exploiter les opportunités et atténuer les impacts négatifs.

L'Irlande compte actuellement environ 1,7 million de logements occupés. Ces logements consomment environ un quart de l'énergie utilisée dans le pays et sont responsables de 29 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie. Le secteur irlandais de la construction est confronté à des défis sans précédent pour atteindre des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique, qui ne pourront être réalisés que si des initiatives de formation efficaces et des instruments politiques de soutien sont mis en place.

Il y aura de nouveaux rôles pour les travailleurs existants dans la construction pour les améliorations de l'efficacité énergétique et les emplois dans les technologies innovantes telles que l'hydrogène vert et la production d'énergie solaire.

En outre, nous aurons besoin de spécialistes de la rénovation des bâtiments, d'installateurs de solutions technologiques avancées, d'urbanistes ou de responsables de la modélisation des données du bâtiment, ainsi que de nombreuses autres carrières techniques.

J'ai appelé à une initiative européenne sur les compétences axée sur les intermédiaires tels que les installateurs, les architectes ou les entrepreneurs. En outre, dans le rapport du Parlement sur la directive EPBD, j'ai demandé aux États membres d'inclure des indicateurs de performance clés pour contrôler les compétences dans leurs plans nationaux d'énergie et de rénovation. Ce concept peut être étendu à d'autres secteurs importants.

Les États membres devraient déployer une campagne d'information nationale dans les écoles sur les apprentissages ainsi que sur les ressources allouées aux établissements d'enseignement technique. L'industrie doit rester proche de ce processus, à la fois pour fournir des opportunités d'emploi et pour s'assurer que les programmes de formation répondent aux besoins sur le terrain.

L'accès au financement et à une main-d'œuvre qualifiée sont des facteurs de facilitation nécessaires

Nous devrions également nous pencher sur le cadre législatif relatif aux normes minimales en matière de construction. Dans l'ensemble, je pense que la législation européenne qui impose des normes minimales au niveau des bâtiments individuels ne bénéficie pas d'un soutien politique suffisant.

Selon moi, l'approche par quartier est essentielle dans notre quête d'efficacité énergétique. En considérant des quartiers entiers et en tenant compte de la mobilité locale, des infrastructures sociales et de la gestion de l'eau et des eaux usées, nous pouvons améliorer l'efficacité des rénovations.

Le fait d'étendre le périmètre au quartier plutôt qu'au seul niveau du bâtiment individuel offre d'autres moyens d'atteindre les objectifs écologiques, climatiques, sociaux et de consommation d'énergie dans le secteur du bâtiment. Ces moyens ne sont pas disponibles dans une perspective limitée à un seul bâtiment ou à un seul appartement.

Les avantages pratiques d'une approche par quartier sont évidents. Grâce à une planification intégrée et à des systèmes de subvention pour des technologies telles que les installations solaires, les pompes à chaleur et le stockage de l'énergie, nous pouvons augmenter les économies d'énergie et la flexibilité de la demande tout en impliquant activement les citoyens dans la transition énergétique.

Une approche de la rénovation par quartier offre de nombreux avantages, notamment en termes de rentabilité, d'amélioration de la qualité de l'air et de potentiel de couplage sectoriel, englobant l'énergie, la chaleur, la mobilité et la gestion des déchets.

Si les travaux sont réalisés à grande échelle, les coûts d'entretien seront réduits, la participation des locataires sera moins fragmentée et donc plus facile à organiser, et les rénovations elles-mêmes deviendront plus rentables. En fait, la plupart des avantages résulteraient de la proximité et de l'homogénéité des bâtiments.

Compte tenu des différences entre les solutions de chauffage propre dans l'UE et même au sein d'une même municipalité, les solutions spécifiques à une zone dans le cadre d'une approche de quartier s'avèrent plus efficaces, tant sur le plan technique qu'économique.

Bien que les projets pilotes de quartier soient actuellement limités, il existe un potentiel important pour les étendre aux villes, aux nations et à l'ensemble de l'UE. Pour accélérer le processus de transition thermique, nous devons surmonter des obstacles tels que la pénurie de main-d'œuvre et la volonté des citoyens d'investir dans des technologies alternatives.

Les municipalités jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la transition thermique. Grâce à leur précieuse connaissance du parc immobilier, des sources de chauffage, des parties prenantes et des habitants, elles peuvent mieux anticiper les besoins locaux en compétences, faciliter l'adéquation entre l'emploi et ces compétences et aider les petites et moyennes entreprises à simplifier et rationaliser leur recherche de main-d'œuvre.

En outre, les municipalités sont bien placées pour prendre en compte l'aspect social de la transition dans leurs stratégies énergétiques. En élaborant des solutions adaptées au niveau local et en proposant des alternatives aux combustibles fossiles quartier par quartier, elles peuvent impliquer activement les habitants et promouvoir un changement de comportement.

À mon avis, les États membres devraient être tenus de mettre en place un nombre minimum de projets pilotes dans les quartiers. Dans l'idéal, ce serait dans chaque ville, mais la capacité administrative des municipalités devrait être prise en compte. Cela contribuera à créer une image positive qui pourrait se propager au sein de la population, en sensibilisant et en faisant connaître les problèmes environnementaux ainsi que les avantages d'une meilleure performance énergétique.

Cependant, imposer des normes dans la loi n'aura aucun effet opérationnel si les gouvernements nationaux n'accordent pas l'attention qu'ils méritent aux facteurs de facilitation, c'est-à-dire aux travailleurs qualifiés et à l'accès au financement.

Accélérer les rénovations à travers l'Europe est une tâche complexe, mais au bout du compte, nous devons veiller à ce que la législation européenne soit suffisamment souple pour s'adapter aux circonstances de chaque région de l'Union. Cela signifie qu'elle doit sacrifier l'ambition.

Les États membres doivent s'engager à réduire les émissions provenant de l'environnement bâti et les citoyens doivent veiller à ce qu'ils tiennent leurs promesses.